



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles  
84905 Avignon CEDEX 09

Avignon, le 13/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FLORETTE France GMS**

ZI La Petite Marine  
84800 L'Isle-Sur-La-Sorgue

Références : D-0023-2026  
Code AIOT : 0006400504

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement FLORETTE France GMS, implanté ZI La Petite Marine - 84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FLORETTE France GMS
- ZI La Petite Marine – 84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006400504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FLORETTE FRANCE GMS, dont le siège social est situé Zone d'activité Fernand Finel à LESSAY (50 430), exploite un établissement implanté ZI de la petite Marine sur la commune de l'ISLE-SUR-LA-SORGUE (84 800). Les activités de cet établissement de transformation et de conservation de légumes sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005 modifié, et relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2750 et de l'enregistrement au titre des rubriques 2220 et 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Comportement au feu des locaux ammoniac	AP de Mise en Demeure du 19/09/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté au cours de la visite que l'exploitant n'a pas déféré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/09/2024. En conséquence, l'Inspection propose au Préfet de faire application des dispositions de l'article L.171-8 II du Code de l'environnement, en prenant un arrêté préfectoral rendant redevable la société FLORETTE FRANCE GMS du paiement d'une astreinte journalière, d'un montant de cinquante euros à délai différé.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Comportement au feu des locaux ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/09/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/07/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société FLORETTE France GMS, exploitant une installation de transformation et de conservation de légumes sur le territoire de la commune de L'Isle-sur-la-Sorgue, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 71.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 2005, en apportant les justifications que les locaux des installations fonctionnant à l'ammoniac sont conçus de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie, et en attestant des propriétés de résistance au feu des murs de degré minimal 2 heures, au plus tard le 30 juin 2025.</p>

**Constats :**

Pour rappel, les installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac sont réparties dans 2 salles des machines. À l'occasion de la rénovation des installations de production de froid, seule la SDM 1 (bâtiment 1990) a fait l'objet de travaux d'amélioration relatifs à la prévention des propagations d'incendie. Les locaux de la SDM 3 (bâtiment 2001) ont conservés la même structure (murs et toitures identiques). Le dossier de demande d'autorisation d'extension d'un bâtiment et de modification de l'installation de réfrigération en date du 31/03/2005 précise au paragraphe 6.1.5 de l'étude de dangers que les 2 salles des machines de froid industriel disposent de murs coupe-feu de degré 2 heures.

Lors de la visite du 05/07/2023, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier la capacité des locaux abritant les installations frigorifiques à s'opposer à la propagation d'un incendie, et notamment de justifier de degré coupe feu des murs. En conséquence, l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 29/12/2023, de respecter les dispositions de l'article 71.5 de l'arrêté préfectoral du 08/12/2005, au plus tard sous 3 mois.

Lors de la visite du 23/07/2024, l'Inspection a constaté que :

- un audit de sécurité incendie pour les locaux froids (SDM1 et SDM3) a été mené par la société Phénix conseils et qu'elle propose plusieurs mesures de renforcement de la maîtrise des risques liés à l'incendie ;
- l'exploitant a établi un plan d'actions sécurité en réponse aux recommandations de l'audit précité, et que des premières actions correctives ont été menées ;
- l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/12/2023 n'est toutefois pas levé, des travaux et des justifications des propriétés de résistance au feu restant à réaliser.

Au regard des démarches entreprises, un délai supplémentaire a été accordé à l'exploitant pour se mettre en conformité : l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/09/2024, annulant et remplaçant l'arrêté du 29/12/2023, a fixé ce délai au 30/06/2025.

Le 13/11/2025, l'exploitant présente à l'Inspection l'état d'avancement de son plan d'actions sécurité :

- les actions suivantes ont été réalisées depuis la dernière visite d'inspection : remplacement du système de sécurité incendie (détection et alarmes) complet de l'usine pour un montant d'environ 120 000 € ;
- l'exploitant a passé commande (le 10/03/2025) auprès d'une société extérieure pour le traitement de la cloison séparative entre les deux salles des machines (actuellement, il existe entre les deux salles une cloison avec une large ouverture et de nombreuses traversées de canalisations et câbles). L'exploitant projette de rendre cette paroi séparative coupe-feu 2 heures, en vue d'éviter la propagation d'un incendie d'une salle à l'autre ;
- le bureau d'étude Alpes contrôle a été mandaté (octobre 2025) pour réaliser une expertise, d'une part sur la question de la cloison séparative entre les deux salles machines (l'exploitant est en désaccord sur la solution technique proposée par le prestataire retenu pour les travaux) et sur les questions de résistance au feu des murs périphériques et des toitures. À la date de l'inspection, l'exploitant était dans l'attente du rapport d'expertise.

Concernant la cloison séparative entre les deux salles des machines, le projet de cloisonnement coupe-feu 2 heures est issu des recommandations formulées par la société Phénix conseils, ayant réalisé l'audit de sécurité incendie. Après vérification dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation en date du 31/03/2005, il s'avère que le degré coupe-feu 2 heures ne s'impose qu'aux murs périphériques des locaux « salles des machines » ; dans le paragraphe 6.2.1, l'étude de dangers précise que les deux salles des machines sont en communication permanente, cette dernière permettant en cas de fuite d'ammoniac d'augmenter le volume de dilution. Il n'était donc pas prévu la mise en place d'une porte coupe-feu 2 heures sur cette paroi séparative.

Ces éléments ont été rappelés à l'exploitant, post inspection.

Concernant les murs périphériques en parpaings, sous réserve de la justification de leur degré coupe-feu 2 heures, l'Inspection constate que les travaux suivants sont a minima à prévoir : le remplacement de trois portes car elles ne présentent pas la résistance au feu requise et la mise en place d'un dispositif coupe-feu sur une grille de ventilation située sur un des murs.

Concernant les trois portes à remplacer, l'Inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que le rapport d'audit prévoyait un remplacement par des portes CF 1 heure, et non 2 heures.

Post-inspection :

- dans un courriel du 28/11/2025, l'exploitant informe l'Inspection que :
  - le remplacement de deux portes par des portes coupe-feu 2 heures est d'ores-et-déjà budgétisé et qu'il va faire procéder au chiffrage du remplacement de la 3<sup>e</sup> porte (non envisagé dans le rapport d'audit sécurité) ;
  - il est toujours dans l'attente du rapport d'expertise de la société Alpes contrôle ;
- dans un courriel du 09/01/2026, l'exploitant informe l'Inspection que :
  - la société Alpes contrôles est intervenu sur site le 08/01 afin de procéder à de nouvelles mesures ; le rapport d'expertise sera adressé à la société FLORETTE au plus tard le 23/01/2026 ;
  - il est en attente d'un devis pour le remplacement de la 3<sup>e</sup> porte (prestataire intervenu sur site le 20/12/2025 pour mesurages) ;
  - un dispositif coupe-feu 2 heures pour la grille de ventilation a été commandée ; l'installation est prévue en février 2026.

**Compte tenu de la persistance du non-respect de la mise en demeure, l'Inspection propose au Préfet de faire application des dispositions de l'article L.171-8 II du Code de l'environnement, qui dispose que « si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, [...] l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes : [...] ordonner le paiement de [...] une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée ». Les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.**

Le montant total des travaux nécessaires au respect de la mise en demeure n'étant pas, à date, connu de l'Inspection, il est donc proposé que le montant de l'astreinte soit fixé forfaitairement à 50 euros par jour, afin d'assurer le caractère coercitif de la sanction et comme fréquemment pratiqué pour ce type de sanction administrative.

**Compte tenu des actions d'ores-et-déjà engagées par l'exploitant, l'Inspection propose qu'il soit sursis à l'exécution de l'astreinte durant 90 jours à compter de la date de notification à l'exploitant de l'arrêté. Si dans ce délai, l'exploitant justifie de la résistance au feu des salles des machines, la somme relative à l'astreinte ne sera pas recouvrée.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 3 mois